

Samedi 12 avril 2014

Amphithéâtre de Tocqueville, campus 1 de l'Université de Caen

**ACTES des Rencontres normandes
de la coopération et de la solidarité internationales**

***S'ouvrir au monde,
pour un enrichissement
personnel et collectif***



Journée organisée par :

citim
comprendre, informer, transmettre
la solidarité internationale


**Horizons
Solidaires**

**En partenariat avec le Carré international
de l'Université de Caen Basse-Normandie**

UNICAEN
université de Caen
Basse-Normandie

OUVERTURE DE LA JOURNEE

Mots d'introduction :

- ◇ Intervention de Sébastien Saez, Directeur du Carré International-Université de Caen

L'international est un des moteurs de l'université. L'ouverture à l'international favorise le développement de l'esprit critique, un mouvement de prise de conscience global. Dans le contexte actuel de montée de l'extrême droite, c'est essentiel. Ce n'est qu'avec davantage d'esprit critique que l'on peut combattre les extrémismes.

- ◇ Intervention de Mme Annie Anne, Vice-Présidente du Conseil Régional, en charge des relations internationales

Il est compliqué pour la Région d'être sur tous les fronts. **Pour la Région, il s'agit avant tout de faire connaître notre territoire, mais aussi de s'ouvrir à d'autres cultures.** La mobilité des jeunes est ainsi un axe fort de la coopération.

Cette coopération n'est pas qu'économique, elle est aussi culturelle et éducative. Le fait qu'Horizons Solidaires et le Citim aient travaillé ensemble pour l'organisation de cette journée est un message fort aux acteurs locaux.

- ◇ Intervention de Jacqueline Baury et d'Hélène de la Porte, respectivement Présidentes d'Horizons Solidaires et du Citim

De telles rencontres de la coopération et de la solidarité internationale **n'ont pas été organisées en Basse-Normandie depuis plusieurs années.** Les précédentes rencontres datent de 2009 et étaient un peu différentes, puisqu'à l'initiative du Conseil Régional, et centrées sur la coopération décentralisée. Pourtant, réunir les acteurs du secteur pour échanger les expériences, renforcer les compétences et valoriser les actions menées, apparaît essentiel, d'autant plus dans le contexte actuel.

Les périodes de crise ne sont pas favorables aux actions de coopération et de solidarité internationale : la tendance est au repli sur soi plutôt qu'à l'ouverture sur le monde et les restrictions budgétaires pèsent sur les projets mis en place. Cela peut même parfois aller jusqu'à une remise en cause des politiques publiques d'aide au développement et de solidarité internationale vis-à-vis des pays du Sud, au profit de relations avec des pays susceptibles de contribuer au développement économique de nos propres territoires. Ces difficultés se retrouvent tout particulièrement en Basse-Normandie.

Pourtant, **de nombreux acteurs locaux**, associations et collectivités, **convaincus de la richesse de l'ouverture à l'international, continuent de se mobiliser**, de développer de nouvelles initiatives.

Si l'on en croit les données de l'atlas français de la coopération décentralisée sur le site du Ministère des Affaires Etrangères, il y a en Basse-Normandie 273 collectivités engagées à l'étranger, auprès de 443 collectivités partenaires, dans 45 pays. Il s'agit là d'engagements à l'international, sous toutes ses formes ; cela inclut notamment les jumelages européens. Pour l'Afrique, l'atlas recense 22 collectivités engagées dans 10 pays auprès de 40 collectivités partenaires. De même, le répertoire des acteurs bas-normands réalisé par le Citim recense 254 associations impliquées dans des actions de solidarités internationales ou de coopération. Ces associations peuvent être plus ou moins actives, certaines sont peut-être en sommeil, mais cela représente toutefois un nombre important de citoyens engagés dans ces actions.

Dans ce contexte, le Citim et Horizons Solidaires ont souhaité s'associer pour organiser ce temps fort autour de l'intérêt et des enjeux de l'ouverture au monde.



SOMMAIRE

Ouverture de la journée.....	2-3
Table-ronde.....	3-5
Les ateliers :	
<i>Mobilité jeunesse</i>	6-8
<i>Enjeux économiques</i>	9-10
<i>Relations Collectivités/Associations</i>	10
<i>Place des migrants</i>	11
<i>Repenser les actions à l'international</i>	12
Clôture de la journée.....	13
Les rendez-vous à venir.....	16

Hélène de la Porte revient ensuite sur les objectifs de la rencontre.

Pour le Citim et Horizons Solidaires, il s'agit de :

- réaffirmer leur intérêt et leur engagement pour la coopération et la solidarité internationale ;
- mobiliser et rassembler les acteurs régionaux agissant dans ce domaine, pour réfléchir et agir ensemble ;
- rendre plus visible l'engagement des acteurs locaux et valoriser davantage les actions de coopération et de SI menées dans la région ;

L'objectif est également que ces rencontres permettent de :

- **mieux outiller les acteurs locaux pour défendre l'intérêt de leurs actions ;**
- **améliorer l'interconnaissance et la compréhension entre les familles d'acteurs** (collectivités locales, associations, acteurs de l'ESS, mais aussi citoyens intéressés par une réflexion sur ces questions...), et pourquoi pas générer des collaborations opérationnelles concrètes entre acteurs ;
- **sensibiliser les nouveaux élus municipaux** à l'intérêt et aux enjeux de la coopération décentralisée ;
- **contribuer à une évolution des visions et pratiques** des acteurs sur la coopération internationale.

Le thème central de la rencontre est : «s'ouvrir au monde, pour un enrichissement personnel et collectif». Il y a plusieurs idées, derrière cette formule :

- le souhait **d'affirmer** d'emblée, comme postulat de départ, **l'intérêt de l'ouverture sur le monde** ;
- **l'idée de réciprocité**, d'enrichissement mutuel : les actions de coopération et de solidarité internationale ont aussi un intérêt ici, pour la population et le territoire bas-normand ;
- l'idée que **l'enrichissement ne se limite pas au monétaire, au matériel, à l'économique** ;
- l'idée qu'au-delà de l'enrichissement personnel ou individuel que peut générer ces actions, elles sont également **source d'enrichissement collectif**.

Cela renvoie également à plusieurs interrogations : toute action d'ouverture sur le monde est-elle nécessairement source d'enrichissement personnel, et a fortiori collectif ? A quelles conditions ces actions génèrent-elles un enrichissement personnel et collectif ? Comment passe-t-on d'un engagement individuel à une action d'intérêt collectif ?

Le programme de la journée a été construit de manière à lancer la réflexion autour de ces différentes questions, et tenter de commencer à y apporter des éléments de réponse.

TABLE RONDE

Intervenants :

- ◇ Pascal Canfin (Ancien Ministre du développement) à travers une vidéo préparée spécialement pour l'occasion ;
- ◇ Isabelle Nicolas, Vice-Présidente en charge des relations internationales au Conseil Général des Côtes d'Armor ;
- ◇ Gustave Massiah, membre de l'AITEC et ancien Président du CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement).



La table-ronde, animée par Rémi Mauger, journaliste et documentariste, était construite autour de trois questions :

1. *Quels sont les grands enjeux globaux actuels auxquels nous sommes confrontés pour permettre un développement durable et équilibré ?*
2. *Face à ces enjeux et en période de "crise", quel est l'intérêt de "l'ouverture sur le monde" pour chaque grand type d'acteurs (Etats / Collectivités locales / Société civile) ?*
3. *Quelle est la place et la responsabilité des différents acteurs (Etat, Société Civile et Collectivités territoriales) autour de ces enjeux ?*

L'objectif de cette table ronde était d'avoir un regard croisé entre les intervenants représentatifs de 3 familles d'acteurs : l'Etat, les associations de solidarité internationale et les élus locaux.

Pascal Canfin, ancien Ministre délégué au développement n'ayant pu être présent physiquement le 12 avril, avait préparé 3 vidéos pour répondre à ces 3 questions. Les vidéos sont disponibles sur simple demande.

Question 1 :

Quels sont les grands enjeux globaux actuels auxquels nous sommes confrontés pour permettre un développement durable et équilibré ?

Pour Gus Massiah, il y a 4 grands enjeux, qui sont aussi 4 contradictions :

- **Economiques et sociales**, avec la montée des inégalités sociales ;
- **Idéologiques et culturelles** : avec la montée des inégalités, la démocratie perd de son sens ; l'augmentation de l'insécurité entraîne l'apparition d'idéologies sécuritaires, avec parallèlement une montée de la xénophobie et du racisme ;
- **Politiques** : la fusion entre classes financière et politique annule l'autonomie du politique, entraîne une corruption du politique, et donc aussi une défiance par rapport au politique ;
- **Ecologiques**.



Question 2 :

Face à ces enjeux et en période de «crise», quel est l'intérêt de «l'ouverture sur le monde» pour chaque grand type d'acteurs (Etat / Collectivités locales / Société civile) ?

Cf. vidéo Pascal Canfin (vidéo disponible sur demande)

Isabelle Nicolas prend l'exemple des Côtes d'Armor, qui travaille notamment à la reconnaissance des élus locaux au Niger. Cela fonctionne. C'est du «peer-to-peer». Elle souhaite donc encourager les élus des collectivités locales françaises à s'engager dans ce type de démarche de coopération. Cela contribue à l'enrichissement des deux territoires.

Gus Massiah se voit souvent demander : **mais pour un simple citoyen, que peut-on faire ?** La réponse est simple : s'engager.

Comme l'a dit Lao Tseu «Le voyage le plus long commence toujours par un premier pas». Par contre, il faut être soi-même «ancré» pour s'inscrire dans le monde.

Par ailleurs, les enjeux se situant au niveau mondial, cela implique de s'unir pour intervenir au niveau mondial, comme peut par exemple le faire le mouvement «Via Campesina».

Le mot crise a deux idéogrammes en chinois, l'un signifie risque/danger et l'autre chance/opportunité. Cet exemple montre toute la complexité de ce terme. Selon Gus Massiah, face à «la crise», 3 avenir possibles se dessinent, 3 propositions de gouvernance mondiale (dont les contours sont déjà présents simultanément aujourd'hui) :

- **L'économie verte** : le postulat de départ est que pour sortir de la crise, il faut retrouver des formes de croissance, recréer du marché mondial ; cela passe par une marchandisation de la nature. C'est la proposition dominante aujourd'hui.

- **Le nouveau New Deal** : ré-introduire de la régulation dans le marché mondial. C'est la position défendue par certains économistes comme Stiglitz, Sen et Krugman.

- **La transition écologique, sociale et démocratique** : une remise en cause de la croissance productiviste est nécessaire ; il faut combattre l'idée de financiarisation. De nouveaux concepts sont en train de mûrir : les biens communs, la prospérité sans croissance, l'idée de gratuité. Ces nouvelles idées / propositions se développent au niveau mondial, on les retrouve dans les pratiques locales : c'est là tout l'intérêt de la coopération : apprendre de nouvelles formes de pensées, d'intervention.

Ces mouvements ne sont-ils pas extrêmement minoritaires, et peu organisés ?

Gus Massiah estime qu'ils ne sont pas si minoritaires. Le «mouvement des gens ordinaires» en Inde est ainsi devenu le 3^{ème} parti du pays. Et si ces mouvements peuvent sembler peu organisés, ils le sont malgré tout, autour de mobilisations plus ou moins ponctuelles.

Par ailleurs, ils posent des questions qui nous concernent tous ; par exemple : quelles sont les nouvelles formes du politique ? Selon le modèle ancien, pour changer la société, il fallait créer un parti politique pour conquérir l'Etat. Mais ce n'est pas la seule forme de changement de la société. C'est dans ces mouvements que sont en train de germer les nouvelles formes du politique.

Pour Isabelle Nicolas, nous n'assistons pas à une crise, mais à un changement de monde. On ne peut donc pas rester collé sur des modèles anciens. En tant qu'élus de collectivités, cela interroge notre façon de faire, notre légitimité. D'où l'importance d'être à l'écoute de ces mouvements, des associations, de tout ce qui se passe, et de se réinterroger sur le sens des politiques publiques. Chacun a sa légitimité.

Question 3 :

*Quelle est la place et la responsabilité
des différents acteurs
(Etat / Société civile / Collectivités territoriales)
autour de ces enjeux ?*

Cf. vidéo Pascal Canfin (vidéo disponible sur demande)

Pour Isabelle Nicolas, la **diplomatie économique** est devenue la principale forme de diplomatie : l'Etat est de plus en plus dans une coopération économique. Le territoire d'une collectivité est l'échelle la plus pertinente pour avoir des relations avec un territoire étranger. Il est cependant important d'avoir des outils pour répondre aux détracteurs. Ce sont aussi les liens avec les territoires extérieurs qui donnent de la force au territoire.

Selon Gus Massiah, **autrefois, lorsqu'on se demandait qui pouvait changer la société, il y avait 2 acteurs : l'Etat et les entreprises**. Petit à petit, **deux acteurs nouveaux sont apparus : les collectivités territoriales et le mouvement associatif**. Il y a donc aujourd'hui 4 acteurs, et chaque acteur a ses stratégies, et ses contradictions.

Le rapport de la société française au monde, ce n'est pas que la coopération. Aujourd'hui, ce sont les entreprises qui représentent le principal lien vers l'extérieur. Il est donc essentiel de s'y intéresser aussi.

Aux dernières élections prudhommales, les listes de l'économie sociale et solidaire ont fait autour de 18%, ce qui représente davantage que le poids de ce secteur dans l'économie globale. Cela signifie que des acteurs de l'économie classique ont également voté pour ces listes.

Le défi principal pour les associations aujourd'hui est de relier solidarité internationale et solidarité de proximité. Sans ce lien, la solidarité internationale n'a pas de sens.

Il y a une alliance stratégique à construire entre associations et collectivités. La coopération est un jeu à 4 : collectivité et association d'un territoire d'un côté et collectivité et association du territoire étranger de l'autre.

Pour Isabelle Nicolas, la coopération, ce n'est pas reproduire un modèle (d'autant que notre modèle a besoin d'être réanimé), c'est accompagner les partenaires dans leur volonté de créer leur propre modèle. D'où l'importance aussi de partager nos erreurs, en regardant ce que notre modèle a amené de négatif.

Gus Massiah ajoute que le partenariat implique de construire un rapport d'égalité, même en situation d'inégalité. Si le partenariat est assez fort, on peut dépasser cette inégalité.

Nicolas Witt indique que le premier bilan réalisé par Cités Unies France suite aux élections municipales montre que même en cas de changement d'équipe, la coopération n'est généralement pas remise en cause. Quand elle est bien enracinée et que des centaines de structures sont impliquées et ont des relations avec le territoire partenaire, la coopération continue. L'ouverture sur le monde est enracinée.

Par contre, beaucoup d'élus ont du mal à utiliser le terme «solidarité internationale». Cela implique d'essayer de le décliner, plus concrètement.

Isabelle Nicolas souligne la différence entre coopération et charité. La charité relève du «bon cœur», elle est ponctuelle, sur l'instant. **Avec la coopération, il s'agit de réfléchir à ce que l'on construit sur le long terme, quelle relation durable on tisse entre les peuples.**

Gus Massiah estime nécessaire **de faire une distinction entre ONG et associations de solidarité internationale et d'être vigilant quant à l'évolution des ONG.**

Il y a un risque de dérive, qui renvoie à la question de l'échelle. Le modèle de professionnalisation des ONG est celui de l'entreprise. Certaines associations deviennent des quasi-entreprises. De même, dans la durée, les ONG ont tendance à s'institutionnaliser, sur le modèle de l'administration. Enfin, il y a également une tendance à la multinationalisation des ONG, avec la création de multiples filiales, pour être présent partout dans le monde.

Ces tendances entraînent un risque pour les associations de perdre un peu de leur raison d'être, qui est le travail collectif d'utilité sociale. Certaines associations deviennent plus occupées de leur survie que de leur utilité sociale.

Il semble important d'ouvrir le débat dans le monde associatif sur ces questions, pour inventer des modèles qui ne soient pas le modèle dominant : par exemple, inventer des modèles de professionnalisation qui ne soient pas le modèle de l'entreprise.



Les ateliers de l'après-midi

ATELIER 1 : Mobilité jeunesse et engagement à l'international

Animateur : Hervé BERNARD (CITIM)

Rapporteur : Blandine VERJUT



Hervé Bernard présente le **contexte actuel en France et en Europe où l'on soutient les déplacements des jeunes à l'étranger (Mobilité internationale)**. L'atelier se fixe comme but de présenter des projets de jeunes qui n'ont pas d'objectif directement professionnels ou de formation universitaire, mais ceux qui ont **des finalités éducatives, d'échanges interculturels, d'engagement, de formation humaine et citoyenne**. Le déroulement de l'atelier cherchera à mettre en évidence les projets qui se déroulent en trois temps, **la préparation, le séjour d'échange et de rencontre sur place et la phase de retour** avec la mise en forme de l'expérience et les témoignages.

On parlera de l'importance que peuvent avoir pour ces expériences dans le parcours de vie des jeunes et les effets sur les territoires d'où ils sont issus et sur ceux où ils ont séjourné.

Les échanges entre les participants se sont fait à partir de quatre témoignages présentant des types de séjours différents. De plus, Joseph Bamogo et Harouna Traoré principaux animateurs de l'association burkinabé Les Conteurs du Terroir, en voyage d'études pour un mois en Basse-Normandie à l'invitation du Service d'Action Préventive de Bayeux (ACSEA) et du Citim étaient présents à l'atelier car ils ont l'expérience de l'accueil de jeunes chez eux et sont venus en témoigner.

- **Premier témoignage** : *Trois étudiantes en cours de préparation d'un projet monté à leur initiative (Tifenn Le Brazidec, Blandine Verjut, Aline Da Silva).*

Elles ont lu à trois voix un texte qu'elles ont rédigé pour présenter leur changement au cours de la phase de six mois de préparation du projet de voyage monté à leur initiative, et accompagné par le Citim.

Leur propos, plein d'émotion et de sincérité décrit avec une grande lucidité le processus de prise de maturité et d'autonomie de penser pendant ces quelques mois. Elles mettent en évidence leur trouble au moment où s'effondrent les clichés et les préjugés sur les voyages de jeunes dans les pays du Sud. Elles évoquent la difficulté qu'elles ont à parler pour leur propre compte, en tant que « jeunes filles de 20 ans », sans se cacher derrière des compétences plus ou moins virtuelles. Elles expliquent qu'elles ont déjà changé avant même d'être parti, et elles se demandent pourquoi il est si difficile à notre époque de dire ses vraies raisons de « partir » :

«Pour désapprendre, en quelque sorte : constater l'incompréhension, la Différence inconnue qui nous touche. Le départ fait tomber les masques, les préjugés. Il ouvre la voie à un nouveau type de rapport en permettant d'effacer ses particularismes.

Apprendre, c'est savoir me questionner. Prendre de la distance.

Je pars pour m'ouvrir demain.

Je pars pour moi.

Pour découvrir ce qu'il reste de moi quand j'oublie qui je suis censée être.

Je pars pour ne plus passer à côté de tant de richesse et de choses dont j'ignore l'existence.

Je pars pour recevoir. Je pars pour faire du tri dans ma vie.

Je pars pour partir et pour, enfin, respirer.

Le vivre ensemble ne vivra pas si les jeunes n'arrivent pas à se détacher de l'identité qu'on leur a construite, comme un cocon protecteur.

Suite à notre expérience, nous nous adressons à vous à travers ces questions :

Pourquoi ce sentiment de culpabilité à l'idée de vouloir faire un «pas de côté» ?

Pourquoi avons nous eu tant de mal à formuler ce désir d'émancipation ?

Comment faire pour rendre la construction de soi plus évidente ?»

(Extrait de leur texte)



- **Second témoignage :** *Patricia Vaudorne, Chef de service d'une structure éducative, le Service d'Action Préventive, SAP-ACSEA de Bayeux, qui a encadré un projet d'échanges de jeunes de Bayeux à Bobo-Dioulasso au Burkina-Faso.*

Patricia Vaudorne a présenté le parcours de deux années qui ont été nécessaires pour mettre au point les conditions de réalisations de ce séjour d'échanges de jeunes :

- La recherche d'un partenaire au Sud avec lequel les échanges sont réguliers afin de permettre de passer des accords pour une collaboration à la fois sur le plan éducatif, financier, logistique... (ce qui a nécessité une mission préparatoire de l'équipe d'encadrement du SAP). Ce partenaire, recommandé par le Citim, est l'association Les Conteurs du Terroir ;
- La constitution du groupe de jeunes sur le quartier de Bayeux, et de leur prise de confiance progressive en leur possibilité de réaliser ce «voyage» et le remplacement de ceux qui n'ont pas pu suivre les aléas de la recherche de financement ;
- La constitution d'un groupe de pairs, jeunes «accueillants» à Bobo-Dioulasso. La construction d'un partenariat entre les jeunes de Bayeux et de Bobo-Dioulasso grâce à des échanges de mails ;
- La recherche de financements, travail long, incertain, parfois décourageant.

La spécificité de cet échange de jeunes a été la réalisation d'un «chantier immatériel» consistant en la création d'une «mise en voix» de leurs expériences à partir de textes écrits en ateliers d'écriture sur des thèmes établis en commun et débattus entre les jeunes Français et Burkinabés (le travail, l'argent...) . L'animation du séjour a été menée conjointement par l'équipe d'encadrement franco-burkinabée.

Les jeunes sont revenus métamorphosés. Leur «parcours de maturité», leur «prise d'expérience» a été accéléré de plusieurs années en quelques semaines, explique Patricia Vaudorne.

Est maintenant envisagée la venue des jeunes de Bobo-Dioulasso à Bayeux, peut-être dans deux ans...

- **Troisième témoignage :** Camille Vimond, Noëlie Monduel accompagnées par Arno Servant, Animateur de la Maison Pour Tous de Cherbourg Octeville, qui ont participé à un échange de jeunes au Sénégal dans le cadre d'un jumelage entre Cherbourg et Koubalan (Casamance).

Arno Servant a expliqué l'importance de la phase de préparation et d'accompagnement des jeunes aussi bien pour les jeunes partant seuls que pour ceux qui sont en groupes encadrés par des animateurs. Il a mentionné que le Citim et la Maison pour Tous de Cherbourg-Octeville étaient, avec les associations Avril et D'écouves Verte les structures missionnées

par le Conseil Régional de Basse-Normandie pour effectuer cet accompagnement et que ce partenariat entre ces quatre structures s'est renforcé lors d'un voyage d'études au Burkina en 2011 au cours duquel la rencontre avec Les Conteurs du Terroir a pu se faire.

Il a ensuite présenté le cadre du jumelage entre Cherbourg et Koubalan dans lequel le séjour des jeunes a pu se monter. L'implantation de la Maison des Jeunes sur un quartier fait que cette action a une incidence en profondeur dans le tissu social. Par les jeunes, dès la préparation, les familles, voisins... sont impliqués, et déjà les préjugés commencent à se défaire.

Les deux jeunes gens ont témoigné de leur expérience de rencontre avec leurs amis du Koubalan et précisé en quoi ces échanges avaient modifié leur vision du monde. Il est à noter qu'ils se sont retrouvés dans les propos des trois étudiantes, ce qui tend à prouver que la question existentielle est importante, qu'il y a une demande de pouvoir bénéficier d'une reconnaissance sociale «différente» de celle qui semble leur peser bien lourd.

Un retour des jeunes de Koubalan sur Cherbourg-Octeville est prévue pour cet été.



Atelier 1 : Pistes de lecture

- ♦ (*) **Un visa pour le voyage : Cahiers pédagogiques pour préparer des jeunes à un voyage solidaire** / CCFD -Terre solidaire, 2013/07 - 116 P.
- ♦ (*) **Séjour d'immersion dans le Sud : une démarche éducative de solidarité internationale** / ACODEV, 2013/11 - 22 P.
- ♦ (*) **Partir pour être solidaire ?** RITIMO, 2007 -112 P.

(*) Documents disponibles au Citim.

- **Quatrième témoignage** : Thomas Her, un étudiant de retour d'un séjour de quatre mois à Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso).

Thomas Her étant parti avec comme objectif de s'insérer dans le milieu du conte, il a voulu témoigner en «contant», en compagnie de ses deux amis et tuteurs burkinabés Joseph Bamogo et Harouna Traoré, dit «Tonton-conteur».

Il a choisi et préparé un conte qui présente le parcours initiatique du petit Mathieu qui se pose beaucoup de questions et qui part courir le monde pour trouver des réponses... Il se pose trop de questions... Il n'écoute pas bien les réponses qui ne le satisfont jamais... Il fatigue tout le monde avec ses *pourquoi ceci et pourquoi cela*...

Jusqu'au jour où il rencontre un vieux à qui il demande ce qu'est l'enfer :

«L'enfer, tu peux imaginer une grande maison construite en bois. Et au centre de la maison, une très vaste salle à manger. Dans cette salle, autour d'une belle table en bois sont attablés de nombreux convives. Il y a sur la table les meilleurs plats du pays. Et aussi des plats d'ailleurs. Il y a du coq au vin, il y a des asperges, il y a du bœuf stroganof, il y a de la teurgoule... Mille plats différents, de ceux que l'on mange même lorsque l'on n'a pas d'appétit... Au moment où ils commencent à manger les invités saisissent la nourriture, et leur bras s'allonge... Il s'allonge de façon tellement démesurée qu'ils sont incapables de porter la nourriture à leur bouche... C'est peut-être ça l'enfer, Mathieu, lorsqu'on a tout ce qu'il faut pour se nourrir à portée de main et que pourtant l'on meurt de faim...» Pour la première fois, depuis longtemps, Mathieu est resté silencieux, comme s'il n'avait plus de questions à poser... Il s'est levé, a porté le regard sur tout ce qu'il voit autour de lui dans cette cabane en bois au milieu de la forêt. Et il a vu, tout ce qui lui échappait un peu plus tôt.

[...] Mais Mathieu est de nouveau assailli par mille questions et il retourne voir le vieux...

«Mon père, je vous en prie, dites-moi ce qu'est le paradis !». Et le vieux lui répond, sans surprise : «Le paradis, voilà qu'à présent tu veux savoir ce qu'est le paradis... Le paradis, tu peux imaginer une grande maison construite en bois. Et au centre de la maison, une très vaste salle à manger. Dans cette salle, autour d'une belle table en bois sont attablés de nombreux convives. Il y a sur la table les meilleurs plats du pays. Et aussi des plats d'ailleurs. Il y a du coq au vin, il y a des asperges, il y a du bœuf stroganof, il y a de la teurgoule... Mille plats différents, de ceux que l'on mange même lorsque l'on n'a pas d'appétit... Au moment où ils commencent à manger, les invités saisissent la nourriture, et leur bras s'allonge de façon tellement démesurée... De façon tellement démesurée, qu'ils sont incapables de porter la nourriture à leur bouche... »

«Mais c'est impossible ! Ca ne peut pas être comme l'enfer, le paradis !»

« ...Ils sont incapables de porter la nourriture à leur bouche... Mais leur bras s'est allongé de façon idéale pour qu'il puisse la déposer dans la bouche de celui qui leur fait face à table... C'est peut-être ça le paradis mon fils... » Cette fois-ci, Mathieu est resté assis à terre. Il est comme déterritorialisé. Il a un nouveau rapport au temps, à l'espace. Il reste assis si longtemps qu'il fait peut-être nuit lorsqu'il sort de sa torpeur, et se souvient qu'il a laissé quelques affaires chez la vieille. Il va, quittant doucement la maison du vieux sage. [...] Mathieu est changé à jamais.

Texte complet disponible au Citim



>>>

Atelier 2 : Pistes de lecture

- ♦ **Tourisme, territoires et développement** in *Revue Mondes en développement*, N°157 (2012) - 167 P.
- ♦ **La longue marche du tourisme responsable** in *Alternatives économiques Hors Série Poche N° 67* (avril 2014) - P. 54-66
- ♦ (*) **L'économie sociale et solidaire, un atout pour la coopération décentralisée**, AFD - Savoirs communs n°14 (2013/06) - 98 P.

ATELIER 2 : Enjeux économiques dans la coopération et la solidarité internationales

Intervenants : Raphaëlle BIROT (Collectif Tourisme)

Modérateur : Gilles BEVILLE (ATES)

Rapporteur : Claire FRITSCHÉ (CITIM)

L'atelier s'est découpé en trois parties :

- 1^{ère} partie : **Retour d'expériences sur des actions de coopération économique**

Gilles Beville introduit la séance avec la présentation de son parcours personnel. Ancien fonctionnaire du Ministère des Affaires Étrangères (MAE) désormais à la retraite, il est impliqué dans des projets liés au tourisme dans le secteur privé, notamment au sein de l'ATES (Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire) créé en 2006 et dont il est président depuis 2009. Il a par ailleurs mis en place deux fonds : le TECDEV (destiné à proposer un appui technique et financier aux petites entreprises africaines) et le FADEV (fond d'investissement solidaire). Seize entreprises ont déjà été soutenues.

Le volet économique a toujours été le parent pauvre au sein de l'Aide publique au développement (APD), alors même que l'économie est génératrice d'emplois et donc un pilier pour le développement. Néanmoins, depuis quelques années, une évolution est en cours et qui tend à renverser cette tendance (diplomatie économique).

Les nouvelles orientations de l'APD décidées en juillet 2013 sont les suivantes :

- lutte contre la pauvreté et soutien aux démarches de développement durable ;
- localisation des projets en Afrique, sur le Bassin méditerranéen et les pays en crise ;
- secteurs d'activités : agriculture familiale, RSE (Responsabilité Environnementale des Entreprises), financements innovants et ESS (Économie Sociale et Solidaire) ;
- doublement des fonds transitant par les ONG ;
- appui aux collectivités territoriales (dans leurs domaines d'expertise).

Quel est l'intérêt de la coopération économique ?

Celle-ci permet une hausse du niveau de vie, l'évolution des besoins de base et une baisse des inégalités entre territoires. Les chambres consulaires ont parmi leurs missions l'appui aux secteurs productifs (secteur privé et intermédiaire). Pour les entreprises de taille moyenne, il est possible :

- de faire du compagnonnage industriel ou artisanal
- de structurer des filières (karité, sésame, tourisme...)
- de créer des filières. Par exemple, le coton équitable qui a mobilisé 9 millions d'euros (80 % de la production est pour de la confection de vêtement professionnel).

La difficulté est que sur un continent comme l'Afrique, les acteurs économiques sont de petites voir très petites entreprises issues du secteur informel.

- 2^{ème} partie : **Un projet de Tourisme solidaire**

Raphaëlle Birot présente l'initiative du Projet T. A l'initiative de plusieurs personnes issues pour la plupart d'associations locales et dans le cadre du FSM (Forum Social Mondial) de Tunis en mars 2013, des rencontres avec des habitants de la ville de Bizerte ont eu lieu. Malgré des horizons divers, les échanges ont été de qualité et ont mis en relief les mêmes questionnements/attentes et notamment une réflexion sur la démocratie.

Au retour de Tunis, le projet a commencé à se constituer autour d'une démarche de tourisme solidaire :

- Quelle alternative au tourisme de masse ? (1^{ère} activité économique dans le monde, monolithique et destructeur)
- Quelle offre de voyage à un prix juste ?

L'offre que pourrait proposer le Collectif T ne s'apparente pas à du voyage professionnel. Le séjour pourrait se dérouler sur 2 semaines avec des documents de contexte transmis en amont aux voyageurs. Le choix de la problématique serait fait avec le partenaire mais il n'est pas envisagé de rémunération des personnes rencontrées. En résumé :

- voyages à thèmes (rencontrer des gens qui ont fait des alternatives) dans une démarche de réciprocité ;
- trois destinations envisagées : Tunisie (citoyenneté), Grèce (circuit agricole), Burkina Faso ;
- objectif : faire changer les mentalités (éducation populaire).

Voici des exemples de ce qui existe par ailleurs :

- Tamadi (<http://www.tamadi.org>)
- Accueil paysan (<http://www.accueil-paysan.com/fr>)

- 3^{ème} partie : **Les recommandations**

Est re-questionné le rôle de la collectivité dans la mise en place de ces actions de coopération économique :

- elle doit rassembler les acteurs de son territoire et permettre ainsi le décloisonnement ;
- certains dispositifs doivent être mieux appréhendés, ex : Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) ;
- le rôle du Conseil Économique et Social est rappelé (il rassemble outre les collectivités, le secteur privé et le secteur associatif...)

suite page 10...

Constats / propositions :

- Les associations doivent s'emparer ou se réapproprier la dimension économique de leur projet ; sont-elles actrices de l'économie sociale et solidaire ?
- Etant donné la mise en avant des coopérations économiques (notamment avec des pays « riches ») que ce soit au plan régional ou national, il est important de dialoguer sur le choix de ces partenariats et leur devenir ;
- Réaffirmer, au sein d'un argumentaire à faire auprès des élus, la nécessité de rassembler des acteurs du territoire et de se concerter avec eux ?

ATELIER 3 : Relations collectivités / associations

Intervenants : Nicolas WIT (Cités Unies France) et Daniel ROYER (Collectif des Associations Citoyennes)

Modérateur : David DELHOMMEAU (Ritimo)

Rapporteur : Eric BENAUD (Ville d'Alençon)

Nicolas Wit :

Lorsque les élus savent prêter l'oreille aux associations et que le monde associatif se montre souple, les relations fonctionnent généralement plutôt bien.

Mais une partie du monde associatif considère qu'avoir un beau projet est une condition suffisante pour être financé par les collectivités. Or cette conception tient de moins en moins.

Par ailleurs, le monde associatif a tendance à se positionner en opposition.

La solidarité internationale est un terme difficile à utiliser par les élus. Il est préférable d'être plus précis, de le décliner.

En 1997, des assises de la coopération ont été organisées en France. Il en est ressorti la nécessité d'espace de concertation entre associations et collectivités, d'où la mise en place de réseaux inter-acteurs.

Ce sont des espaces qui existent toujours aujourd'hui, mais qui n'ont peut-être pas fonctionné comme ils auraient dû, ou pu. Ce sont des espaces à investir.

Daniel Royer :

Par « associations citoyennes », on entend les associations qui se préoccupent d'intérêt général, de bien commun, au-delà des préoccupations de leurs membres.

Un des principaux risques pour les associations dans leur relation avec les collectivités est le risque d'instrumentalisation.

Par ailleurs, les collectivités ont souvent surtout en tête le développement économique, ce qui fait que les associations de solidarité internationale se sentent moins concernées.

Le groupe de travail a identifié **plusieurs outils** pour favoriser le rapprochement entre associations et collectivités :

- La « **Charte des engagements réciproques** », signée le 14 février 2014 à Nancy, qui invite associations et collectivités à s'interroger sur leurs pratiques respectives. Cette Charte, assez précise, répond à la plupart des questionnements relatifs aux rapports associations/collectivités. C'est un outil qui est déclinable au plan local, les associations peuvent donc s'en saisir et le proposer à leurs collectivités partenaires ;
- La **multiplication des rencontres associations/collectivités** élargies aux acteurs économiques et à tous les acteurs du territoire pour que l'ensemble des acteurs apprenne à se découvrir et à mieux se comprendre
- La **simplification des procédures** (notamment les dossiers de demande de subvention) ;
- L'**ouverture vers de nouveaux acteurs** en n'hésitant pas à solliciter des associations qui ne seraient pas venues spontanément vers les actions de solidarité internationale ;
- La **sensibilisation en milieu scolaire** pour le renouvellement des forces vives au sein des associations.



Atelier 3 : Pistes de lecture

- ♦ **Les Régions françaises au cœur de la solidarité internationale** / ARF, 2014/01, 260 P.

Résumé : Afin de rendre cette réalité plus visible, le groupe de travail Solidarité internationale de l'ARF a réalisé une étude comparative des dispositifs régionaux. Une enquête très approfondie qui rend bien compte de la richesse des politiques conduites et de leur diversité. Voir en ligne.

- ♦ (*) **Des associations citoyennes pour demain** / MINOT, Didier, 2013/05/01, 276 P.

Résumé : Après un historique de l'action associative, l'auteur s'intéresse aux nouvelles relations entre les associations et la société d'aujourd'hui. Il s'attache également à montrer en quoi ces initiatives sont une réponse à la crise globale actuelle.

ATELIER 4 : La place des migrants dans les projets de solidarité internationale

Modérateur : Sebastien SAEZ, (Carré international de l'Université de Caen)

Rapporteur : Zaynab TERA (Horizons Solidaires)

Les migrants sont des citoyens comme les autres : certains ne s'intéressent pas du tout à la solidarité internationale.

L'atelier a abordé la question sous deux angles :

L'approche du migrant vers son pays d'origine

Le rapport à la migration est différent selon la temporalité. Le migrant qui vient d'arriver se positionne différemment de celui qui est en partance ou encore de celui qui "se cherche", pense partir mais finalement s'installe petit à petit. Il est également important de faire une distinction au niveau des jeunes notamment français nés de parents étrangers qui ont une action qui n'est pas dictée par le souvenir du lieu d'origine.

Il y a également ces migrants qui sont partis mais pas tout à fait et qui établissent des liens entre les territoires par leurs va et vient.

L'approche de la confrontation locale avec le migrant

"Le frottement de cervelles entre gens de cultures différentes est un atout formidable".

L'enrichissement culturel inhérent à la migration est important. Il change le regard (à travers une culture, une langue...) et permet de fédérer des acteurs très différents. La condition soulignée par l'atelier est que la société d'accueil favorise l'expression culturelle étrangère et n'impose pas l'assimilation aux nouveaux arrivants.

Et sous-jacentes des questions telles que :

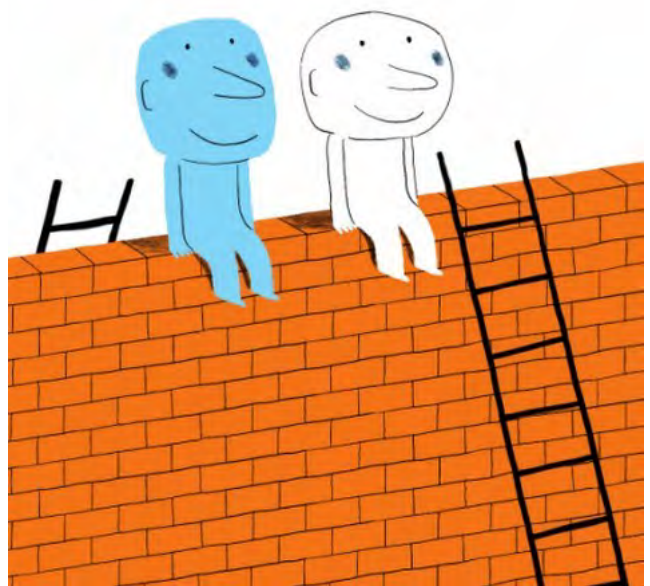
- Quelle structuration associative/ individuelle des gens installés et du coup quelle place joue l'installation ?
- Finalement quelle place pour les personnes de passage (étudiants...) ?



L'atelier a proposé les pistes suivantes :

Le parcours de migration inclut des richesses, des compétences nouvelles, il faut identifier ces richesses et compétences et les faire connaître. L'idée d'une base de données partagée est ainsi retenue. Elle pourra prendre la forme d'un répertoire ou d'un annuaire spécifique.

La question de la relation aux autres acteurs de SI est aussi posée. L'information circule souvent sans favoriser un lien plus profond et pérenne. Proposer des rencontres d'échanges transversales.



Atelier 4 : Pistes de lecture

- ♦ (*) **Répondre aux préjugés sur les migrations :**
Petit guide de survie / RITIMO, 2013, 64 P.
Ce guide se décline en une exposition pédagogique :
[Voir en ligne.](#)
- ♦ **Petit guide pour conjuguer la migration au féminin** / LA CIMADE, 2013, 20 P.
- ♦ **Rapport Eunomad France 2012**
L'édition 2012 du rapport d'Eunomad France met l'accent sur les thèmes de la participation citoyenne, de l'interculturel et d'une approche par le local, laboratoire d'expérimentation de la relation entre migrations-développement-intégration/participation citoyenne.
[Voir en ligne.](#)
- ♦ (*) **Revue Hommes et migrations**
Depuis plus de 40 ans, la revue confronte la réflexion des chercheurs à l'expérience des praticiens. Elle publie des dossiers sur les flux migratoires, les réalités de l'immigration, les politiques publiques et le dialogue interculturel.
[Voir en ligne](http://www.hommes-et-migrations.fr) : www.hommes-et-migrations.fr

ATELIER 5 :

Repenser les actions de solidarité internationale et de coopération

Intervenant : Gustave MASSIAH

Modérateur : Laetitia MILLON

Rapporteur : Marie-Christine GAUDIN

Quelles nouvelles postures adopter pour repenser les actions de solidarité et de coopération internationale ? Comment faire évoluer les pratiques ? Et selon quel modèle de développement ? Comment intégrer les partenaires du Sud dans cette réflexion ?

Les travaux de l'atelier ont consisté tout d'abord en



une présentation de chacune des actions réalisées par les acteurs de la solidarité internationale ou de la coopération présents qui a été suivie d'un débat centré autour des apports de Gus Massiah.

Il ressort de ces échanges que **les sociétés n'ont plus confiance dans la parole et l'action politique**. Il y a donc nécessité à proposer **d'autres façons de faire, de penser et de militer, y compris -et pas seulement- dans la solidarité et la coopération internationales**.

On constate l'existence d'un mouvement mondial d'exigence démocratique. Il ne s'agit plus de faire à la place des gens ou pour les gens mais avec eux, chez nous, au Nord, comme au Sud. Il n'y a pas, fondamentalement de différence dans la façon dont ça se passe dans nos quartiers et dans notre rapport avec l'Afrique, par exemple. Il ne convient plus d'opposer le local et le global, la proximité et l'international, mais y développer les mêmes manières de travailler ensemble. Plus rien ne concerne seulement notre «ici» car, dans l'ère qui s'est ouverte sous nos yeux récemment, chacune de nos actions se relie immédiatement à un «là-bas mondial».

Il ne s'agit plus ni de prendre ni de donner, mais de créer ensemble. Or il n'y a pas de rencontre ni de création si on n'accepte pas de faire bouger les lignes, de ne pas répéter le connu. **L'avenir est à inventer dans des rapports sociaux de solidarité qui autorisent et favorisent la co-construction en abandonnant le principe de la main qui, pour mieux donner, se positionne au-dessus de celle qui reçoit.**

Pour mieux réfléchir ensemble, nous avons tous à faire l'expérience du démuné.

Le capitalisme marchandise tout, même la nature. **Nous devons opposer le bien commun, la gratuité, la prospérité du bien vivre**, à cette conception aliénante qui envahit nos esprits. Il faut affirmer que le monde appartient à ses habitants qui sont *experts* légitimes et compétents dans la construction de leur vie.

Pour établir les conditions d'un dialogue créatif, il s'agit d'opposer aux **rapports de domination** -ou simplement de supériorité- des **relations de partenariat**, au sens que nos mouvements ont donné à ce concept : **«avoir des relations égalitaires dans des situations inégales»**.

Repenser les actions de solidarité internationale et de coopération ne signifie pas abandonner les actions actuelles, nous parlons ici d'une temporalité longue.

Il faut penser son action en lien avec d'autres, une action bien localisée a besoin d'une mobilisation large.

Par ailleurs, les formes de coopération actuelles sont un peu datées. Les structures associatives notamment sont composées de beaucoup de retraités et peu de jeunes. Il serait intéressant de regarder comment les jeunes fonctionnent pour articuler leur action et celle des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale.



Atelier 5 : Pistes de lecture

- ♦ (*) **Coopération au développement : les raisons de persévérer**, BIJON, Jean-François, 2011 - 201 P.
- ♦ (*) **Coopération au développement, stop ou encore ?** in *ANTIPODES* N°205 (juin 2014) - P. 4-15

CLOTURE DE LA JOURNEE

La table ronde a bien montré que les principaux enjeux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui se situent au niveau mondial, ce qui implique donc nécessairement d'agir en réponse au niveau mondial.

Face à ces enjeux, des réponses, **des alternatives**, se construisent partout dans le monde, **via des pratiques locales, mais disséminées au niveau mondial**. C'est peut-être avant tout là l'intérêt de l'ouverture sur le monde, de la coopération : échanger, apprendre de nouvelle forme de pensées, construire ensemble de nouvelles formes d'interventions.

En ce sens, il est possible de construire un partenariat basé sur des rapports d'égalité, même en situation d'inégalité, en se donnant des projets communs. La coopération, ce n'est pas reproduire un modèle (d'autant que notre modèle est loin de fonctionner idéalement), c'est accompagner le partenaire dans sa volonté de créer son propre modèle, ou construire ensemble un nouveau modèle commun. Cela implique des relations durables, de long terme.

Ainsi, que peut faire un simple citoyen ? S'engager dans ces différents mouvements.

On peut malgré tout souvent se sentir minoritaire, d'où l'importance d'alliance entre ces différents mouvements, ces différents acteurs.

Il y a différentes manières de contribuer au changement de la société, différentes légitimités. Mais il semble essentiel de travailler ensemble, entre différents acteurs, avec notamment cette idée d'alliance stratégique à construire entre associations et collectivités : la coopération comme jeu à 4.

Il semble également important de ne pas ignorer les acteurs de l'entreprise (ce que peuvent parfois avoir tendance à faire les associations de solidarité internationale), d'autant qu'aujourd'hui, ce sont les entreprises qui restent les acteurs les plus « engagés », les plus présents à l'international et non les acteurs de la solidarité internationale et de la coopération.

Parmi les points de vigilance pour les acteurs associatifs, il y a également la question de la professionnalisation et de l'institutionnalisation, qui ont tendance à se faire selon le modèle de l'entreprise ou de l'administration. Il semble important d'ouvrir un débat dans le monde associatif sur ces enjeux, pour inventer d'autres modèles permettant aux associations de conserver ce qui fait leur richesse, leur raison d'être, ce travail collectif d'utilité sociale.

Les échanges de la journée ont également fait ressortir un autre point qui semble essentiel : la nécessité d'être soi-même ancré localement pour s'inscrire dans le monde, avec le défi de parvenir à relier davantage solidarité internationale et solidarité de proxi-

mité. C'est peut-être en effet ce qui peut permettre de redonner davantage de sens et de légitimité au terme (et au message lui-même) de « solidarité internationale », aujourd'hui souvent remis en cause, ou non assumé, car apparaissant comme « exotique ».

Cela implique aussi pour chaque acteur de ne pas rester rivé à des modèles existants, d'être à l'écoute, de se remettre en cause, de réinterroger ses actions, ses façons de faire, sa légitimité ; d'où la nécessité d'une certaine humilité.

Enfin, ce type de rencontres, nécessairement ponctuelles et limitées dans le temps, ne peut pas permettre d'aborder toutes les questions. Elles n'ont véritablement d'intérêt que si elles font naître des interrogations demandant des approfondissements, qu'elles donnent envie de continuer la réflexion ; en d'autres termes, si elles sont une étape d'un processus. L'objectif est donc bien que ces rencontres puissent avoir une suite, sous une forme à définir, pour renforcer la mise en relation entre les différents acteurs, continuer à se découvrir davantage, à échanger, à s'enrichir mutuellement, approfondir certains sujets.

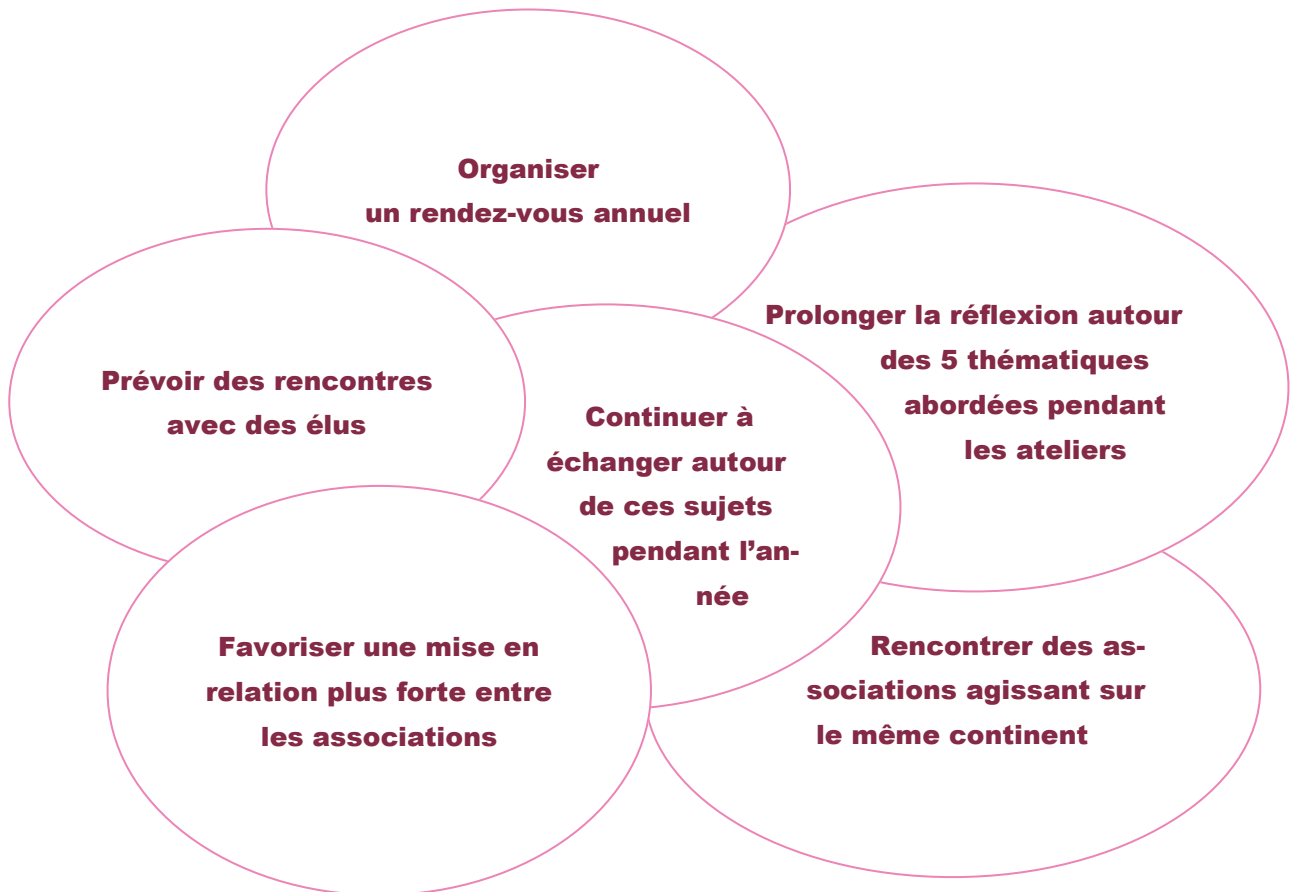


Les rencontres normandes 2014 ce sont :

→ Plus de 100 participants

→ Des demandes pour poursuivre la réflexion :

(issues des questionnaires d'évaluation de la journée)



Pour aller plus loin...

- ♦ **CRID** (Centre de Recherche et d'Informations sur le Développement) : www.crid.asso.fr
- ♦ **AITEC** (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs) : <http://aitec.reseau-ipam.org/>
- ♦ **RITIMO** (Réseau d'Information pour le développement durable et la solidarité internationale) : www.ritimo.org
- ♦ **Collectif des Associations Citoyennes (CAC)** : www.associations-citoyennes.net
- ♦ **CUF** (Cités Unies France) : Cités Unies France fédère les collectivités territoriales françaises engagées dans la coopération internationale : www.cites-unies-france.org
- ♦ **RRMA** (Réseaux Régionaux Multi-Acteurs) : liste sur le site du [Ministère des Affaires Etrangères](#)

Remerciements

- L'Université, et en particulier le Carré International, pour avoir accepté d'accueillir la manifestation ;
- Les partenaires institutionnels du Citim et d'Horizons Solidaires, pour leur soutien tout au long de l'année : collectivités territoriales (Conseil Régional de Basse-Normandie, Conseils généraux du Calvados, de la Manche, de l'Orne, Villes de Caen et d'Hérouville-Saint-Clair), Ministère des Affaires étrangères, DRJSCS ;
- Les équipes d'Horizons Solidaires et du Citim et les autres personnes qui ont accepté de contribuer à la préparation et l'animation de cette journée ;
- Les participants, pour leur présence.

Les Rendez-vous à venir

Horizons Solidaires

- ♦ 1er octobre : journée des associations.
- ♦ Du 15 octobre au 30 novembre : Festival Alimentterre. *Programme bientôt disponible.*
- ♦ 6 novembre : journée des collectivités, organisée en partenariat avec Eau-Vive.
- ♦ Programme de formation sur le dernier trimestre 2014 : monter un micro-projet ; genre et développement ; le don de matériel médical.

Citim

- ♦ 9 octobre : Apéro-découverte du Citim : petit mode d'emploi pour devenir un bénévole-militant !
- ♦ 7 novembre : Le Citim fête ses 35 ans ! Soirée festive et musicale...
- ♦ 15 novembre : participation à la journée «Caen à l'international» dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale. *Programme d'animations en préparation...*
- ♦ 5 décembre : Conférence avec Michel Sauquet à l'occasion de la sortie de son livre «*L'intelligence interculturelle, 15 thèmes à explorer pour travailler au contact d'autres cultures*». Suivi d'une formation avec des porteurs de projets, le samedi 6 décembre.

Contacts

Horizons Solidaires

2 rue Saint Ouen - 14000 CAEN
Tel.: 02 31 84 39 09
contact@horizons-solidaires.org
www.horizons-solidaires.org

Soutenu par



Citim

Maison des solidarités
51 quai de juillet - 14000 CAEN
Tel.: 02 31 83 09 09
citim@ritimo.org
www.citim.asso.fr

Soutenu par

